

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 57 (2007)

Heft: 3: Neue Frauenbewegung in der Schweiz = Nouveau mouvement des femmes en Suisse

Artikel: Le Mouvement de Libération des Femmes de Genève : du mégaphone à la voix de la raison

Autor: Villiger, Carole

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-98963>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Mouvement de Libération des Femmes de Genève: du mégaphone à la voix de la raison

Carole Villiger

Summary

It is by analysing the written sources from the Espace Femmes International (EFI), that I retraced a lively portrait of the Women's Lib of Geneva. I put a particular focus on the Geneva movement because Rina Nissim, an ancient militant, had already gathered the written documents at the EFI. On the history of the other movements in the French-speaking part of Switzerland, many documents have been kept by militants within the private sphere and are therefore not accessible easily to researchers. Thus, some new perspectives would appear as soon as these would be available. As this subject is recent, I also used oral evidences of former militants, in order to obtain some details or specific points of view on the movement. The objective of my work was to describe the movement as a whole, insisting on its important events and its rallying themes. This approach allowed me to define what was the influence of the Women's Lib on the political evolutions, the changes of behaviour, mentalities and representations. By studying a subject such as the Women's Lib, I was forced to admit that there were important stakes linked to the social relation between men and women. That was the reason why I chose a gender perspective as a thought process to tackle my history research project. In this article, I paid particular attention to the organisation forms and the way the movement appears in public. Therefore, I examined the launching of the movement and the aims that united the militants. Two important events in its course were studied, which I took up in my paper: the anti-Congrès and the question of the premises.

Dans les années 1970, une véritable lame de fond féministe déferle sur la Suisse, comme partout ailleurs en Occident: un mouvement des femmes, abrégé MLF dans le monde francophone: Mouvement de Libération des Femmes. La libéralisation de l'avortement ainsi que l'accès à la contraception, constituent les chevaux de bataille du MLF. A Genève, si le noyau du mouvement, en tant qu'acteur collectif, se démobilise dans les années 1980, il ne s'agit pas d'une fin mais d'une transformation d'un mouvement social en un ensemble de projets, tels que planning familial, librairies, centre de santé, crèches, etc.

Les sources disponibles

Si notre objet d'étude s'est limité essentiellement au MLF de Genève, c'est avant tout pour une raison de disponibilité des sources écrites. Effectivement, un travail important de réunification de ces dernières a été mené par Rina Nissim, ancienne militante du MLF de Genève, à l'Espace Femmes International (EFI) de Carouge¹. Pour les autres cantons romands, une grande proportion d'archives «dorment» encore dans les cartons, déposés dans les caves des anciennes militantes.

Les documents collectés par Rina Nissim, et réunis à l'EFI, remplissent une cinquantaine de volumes et une dizaine de cartons. Ils ne sont pas répertoriés et ils sont déposés pêle-mêle dans des cartons. Par conséquent, il n'existe pas de système de cote permettant de retrouver précisément une source. Parmi ces archives, figurent plusieurs types de document: quelques rares P.V. de réunions, des tracts, des affiches, des convocations, des bulletins des différents groupes du MLF, des textes internes de réflexions théoriques, des échanges de courriers, des photographies, des articles de presse, des journaux publiés par le MLF ainsi que divers journaux féministes internationaux. Une partie de ces textes ont été datés lors de leur rédaction et d'autres l'ont apparemment été ultérieurement. De nombreux textes ne sont cependant pas datés.

Comme le sujet touche une période proche de la nôtre, nous avons également utilisé la source orale, par le biais de témoignages d'anciennes militantes². Nous l'avons fait comme un complément pour obtenir, à côté de la version «officielle» matérialisée des faits, des précisions ou

¹ Archives du MLF de Genève et de Lausanne: *Espace Femmes International*, 2, rue de la Tannerie, 1227 Carouge. Le présent article repose sur notre recherche entamée dans le cadre d'un mémoire de licence: Carole Villiger, *Notre ventre leur loi! Le Mouvement de Libération des Femmes de Genève (1971–1980)*, Lausanne: Section d'histoire, 2005.

² Nous avons rencontré Rina Nissim du MLF de Genève et Marie-Jo Glardon du MLF de Lausanne au cours de l'année 2004.

un point de vue spécifique sur le mouvement. Nos entretiens n'ont pas été directifs, aucune grille d'analyse n'a été établie auparavant. Les anciennes militantes ont donné libre cours à leurs propos, et nous les avons interrogées lorsque nous avons eu besoin d'éclaircir certains points laissés sans réponse par les archives. Nous avons également consulté un enregistrement d'une interview, réalisé en 1998, de Maryelle Budry, militante du MLF de Genève et auteure avec Edmée Ollagnier, d'un livre sur le MLF de Genève³. Cette interview a été effectuée dans le cadre d'un travail historique sur les témoignages oraux, à l'Université de Lausanne⁴.

L'approche *globale* choisie en détriment des aspects plus ciblés permet de saisir quelle a été l'influence du MLF sur les évolutions sociales et politiques, les changements de comportements, de mentalité et de représentations. Le but a été de dresser un portrait vivant du MLF de Genève.

L'approche historique

Lors de notre recherche nous avons été confrontés à plusieurs obstacles, essentiellement liés à l'ancrage d'une histoire dans le temps présent. Parmi ceux-ci, la différence inévitable entre les témoignages oraux, des épisodes vécus, et ceux matérialisés dans les écrits. Ce va-et-vient entre une histoire écrite et orale nous a confronté à l'obligation de faire un choix entre retracer globalement les événements par recoulements ou mettre en évidence les différents éclairages. Au détriment d'une certaine cohérence, attrayante au premier abord, nous avons cependant décidé de retenir la seconde alternative. Ainsi, cette option met en évidence, d'une part, la subjectivité du déroulement des événements et, d'autre part, laisse intacte toute la charge émotionnelle suscitée par l'engagement des militantes au sein du MLF. Par ailleurs, la courte distance temporelle qui nous sépare de notre sujet a posé la question de la protection de l'identité des protagonistes du mouvement. Les militantes ne souhaitaient pas toujours apparaître aujourd'hui au grand jour. Nous avons donc respecté cette volonté d'anonymat et nous n'avons pas forcément cherché à identifier toutes les auteures de textes non signés. Toutefois, afin d'assurer une certaine cohérence, nous avons cité les

³ Maryelle Budry, Edmée Ollagnier, *Mais qu'est-ce qu'elles voulaient?*, Lausanne, Editions d'en bas, 1999.

⁴ Interview de Maryelle Budry par Tania Luggenbühl, le 11 décembre 1998 à l'orientation professionnelle de Genève, dans le cadre d'un atelier de recherche historique sur les témoignages oraux, dirigé par Jean Batou en 1998–1999, Archives de la Ville de Lausanne, fonds ARHTO, cote: P 308/S 700.

personnes dont les signatures apparaissent (souvent il s'agit d'ailleurs de pseudonymes) et qui sont à l'origine des témoignages oraux.

Au travers de cet article, nous nous attacherons essentiellement à dégager les moments marquants du mouvement, à savoir ses premières formes d'organisation et les buts qui ont mobilisé les militantes. Par ailleurs, l'analyse de deux événements, «l'anti-Congrès» et la recherche de locaux, permettra de mieux saisir quelles étaient les modes d'intervention du MLF dans l'espace public. Dans un premier temps, toutefois, nous préciserons les rapports des féministes de la première vague et celles du MLF, ceci afin de clarifier l'ancrage et les caractéristiques de ce dernier.

Les féministes de la première et deuxième vague

C'est en 1968 que la première expression de ce qui deviendra le nouveau mouvement des femmes se produit à Zurich⁵. Lors du 75^e anniversaire de l'Association pour le suffrage féminin, une étudiante se saisit du micro. L'oratrice dénonce les disparités salariales entre les hommes et les femmes, l'éducation féminine rétrograde, la législation du mariage qui défavorise les femmes et la vision quelque peu désuète de l'amour. Il est certain que ce type d'intervention détonne avec l'habituel fonctionnement des féministes de la première vague. Ces dernières sont plus consensuelles et leurs revendications sont essentiellement axées sur le suffrage féminin et sur la qualité de l'éducation. Dans le *Dictionnaire critique du féminisme*⁶ qui synthétise les théories des historiens et des féministes, Dominique Fougeyrollas-Schwebwel décrit la principale différence entre ces deux conceptions du féminisme, tout en préférant de parler de continuation au lieu d'opposition:

«Le féminisme contemporain prolonge les attendus du féminisme du XIX^{ème} siècle, à savoir l'individuation du sujet démocratique et économique de la citoyenne et de la travailleuse, mais il ajoute avec force la question de l'autonomisation de la sexualité féminine; la maternité n'est pas le seul horizon des femmes, et, plus encore, le désir de 'non-maternité', à l'heure de la contraception féminine [...] trouve à s'exprimer de manière positive et non plus comme un manque.»⁷

Comment les féministes romandes de la première «génération» ont-elles réagi à l'apparition de ces nouvelles idées? Pour répondre à cela, nous

5 Cf. l'article de Barbara Kunz dans ce numéro.

6 *Dictionnaire critique du féminisme*, sous la direction de: H. Hirata, F. Laborie, H. Le Daoré, D. Senotier, Paris, PUF, 2000, pp. 138–144.

7 Idem., p. 140.

avons consulté le journal mensuel *Femmes Suisses*⁸, car il était, à l'époque, l'organe officiel de l'Alliance des sociétés féminines de Suisse et parce que les associations féministes y donnaient leur point de vue⁹. Lorsqu'on se réfère aux articles parus dans *Femmes Suisses* entre 1970 et 1980, on s'aperçoit rapidement qu'il existe une multitude d'associations ayant des tendances très diverses et, surtout, qu'elles ne sont pas toutes du même avis. Cependant, de manière générale, le MLF n'a pas très bonne presse et on peut percevoir une volonté de se distancer des nouvelles féministes. Si l'on s'en tient à une analyse quantitative, il se trouve que le journal *Femmes Suisses* a accordé très peu de place aux revendications du MLF. De 1971 à 1980, treize articles en tout et pour tout, dont le sujet aborde de près ou de loin le MLF, paraissent dans ses colonnes. Ce quasi-silence sur les actions du MLF laisse supposer des tensions ou du moins une certaine incompréhension, entre les féministes de la première génération et celles de la deuxième. En Suisse romande, cette distance peut se comprendre dans la mesure où, même si les deux mouvements luttent pour l'acquisition d'une amélioration du statut féminin, il existe entre eux de nombreuses différences:

Tout d'abord, l'âge des militantes: les femmes du MLF ont entre vingt-cinq et trente-cinq ans alors qu'au sein des mouvements de la première génération elles sont plus âgées. Ces jeunes féministes, qui entraînent dans leur sillage le souffle de Mai 68, ont le verbe plus radical que l'ancienne génération, plus modérée dans ses revendications et ses actions. Lors de ces dernières, les unes sont discrètes alors que les autres usent de formes d'action non conventionnelles, telles que les manifestations. Quant à la question de l'extraction sociale des militantes, elle est épineuse. En effet, les féministes radicales traitent régulièrement leurs aînées de «bourgeoises», et en 1975, le MLF accuse le Congrès d'être une réunion de femmes privilégiées. Toutefois, le MLF reçoit les mêmes accusations de la part des groupes d'extrême gauche qui estiment que leurs préoccupations sont également celles de femmes privilégiées. Au sein des associations féministes de la première vague, les participantes sont généralement des femmes pourvues d'une solide instruction ou dont le mari exerce une profession libérale. Quant à la plupart des militantes MLF, elles sortent de l'Université où elles ont participé à des séminaires, ce qui les a habituées à prendre la parole en public et à

8 *Femmes Suisses*, Archives cantonales vaudoises, fonds de l'Association vaudoise pour les droits de la femme, PP 314/332 et 314/333.

9 Actuellement, il est publié sous le titre *L'Emilie*, en référence à Emilie Gourd qui lui a donné vie en 1912 sous le titre *Le mouvement féministe*. Pour en savoir davantage sur ce journal: M. Chaponnière, *Devenir ou redevenir femme*, op. cit.

débattre d'idées. De même, qu'elles se sont généralement confrontées aux théories marxistes, à travers le militantisme. Un document ironique dresse en quelques traits le «Portrait robot d'une fille MLF»: «[Celle-ci] travaille à mi-temps; pense que le travail peut être un terrain de lutte politique [...] gagne environ mille francs par mois; elle est intellectuelle.»¹⁰

L'organisation des mouvements varie également; alors que les associations féministes de la première vague sont structurées, le MLF se veut non hiérarchique; toute femme prend la parole quand elle le désire, aucun procès-verbal n'est pris lors des réunions et il n'y a surtout pas d'ordre du jour. Et, fait important, le MLF s'autoproclame mouvement non mixte; aucun homme n'est autorisé à participer à ses luttes, alors que les associations féministes de la première génération n'excluent pas la présence d'hommes dans leurs groupes.

Relations nationales et internationales

Le MLF de Genève a entretenu des rapports essentiellement avec les mouvements de Suisse romande, de Suisse alémanique ainsi que ceux de France voisine et de Paris. Les raisons des rencontres sont toutefois différentes. Les militantes se déplacent à Paris pour assister à des conférences, des manifestations ou des rencontres internationales. Alors que les MLF suisses se réunissent lorsqu'il s'agit de faire le point sur leurs activités et leur engagement au sein du mouvement et surtout lors d'événements et d'actions d'envergure nationale. C'est le cas notamment, lors de l'anti-Congrès ou lorsqu'elles interviennent au Palais fédéral pour protester contre des décisions touchant à l'avortement. Il est difficile de savoir si le MLF de Genève a entretenu davantage de liens avec les mouvements français que suisses allemands ou vice versa. Cette recherche reste à faire. Les slogans scandés lors des manifestations ou figurant sur les tracts et les affiches sont régulièrement inspirés, voire repris intégralement des formules françaises, comme par exemple: «Un enfant quand je veux et si je veux». De même, il arrive que le MLF genevois utilise du matériel français pour ses actions. Par exemple, le 8 juin 1974, il projette le film *Histoire d'A* («A» pour avortement), qui est une réalisation française. Toutefois, cela ne signifie pas que le MLF de Genève entretenait des relations plus régulières avec les MLF français. Probablement qu'il était plus aisé de reprendre des slogans français, pour des raisons linguistiques.

10 Circulaire interne «Portrait robot d'une fille MLF», sans nom, 1972, Archives de l'EFI.

La constitution du MLF de Genève

Selon les sources, le MLF de Genève se forme au cours de l'année 1971. Cependant, il faut attendre encore quelques mois, voire une année pour que le mouvement s'affirme de façon autonome. Comme un peu partout, les militantes du mouvement sont issues de l'extrême gauche¹¹. Elles se sont regroupées entre elles, d'une façon transitoire au début, afin d'échanger des idées sur la cause des femmes que l'extrême gauche était incapable d'entendre. Par la suite, elles se sont constituées en groupes autonomes de façon définitive. Toutefois, le MLF n'abandonne pas complètement la question de la lutte des classes, qui reste très présente tout au long de sa durée de vie. Le débat est permanent lors des réunions: quelle place donner à la lutte des femmes par rapport à la lutte des classes? Certaines mettent l'accent sur l'autonomie politique du mouvement, d'autres sur son articulation avec les autres luttes sociales. Pour certaines, la question des femmes ne trouve de justification qu'à travers la lutte des classes, pour d'autres, c'est la lutte contre le patriarcat qui prime et c'est au prolétariat de se battre contre le capitalisme. Le MLF butte contre la problématique de la lutte des classes au point de créer différents groupes au sein même du mouvement¹², dont l'un reste sensible aux questions politiques d'inégalités de classes, tandis que l'autre s'intéresse davantage aux inégalités de sexe.

Un document intitulé «Un mouvement des femmes s'impose-t-il à Genève en 1971?»¹³, daté du 17 février 1971, est apparemment le premier écrit faisant référence à la création d'un mouvement des femmes à Genève. Cependant, au moment où ce texte est rédigé, le MLF de Genève n'est pas encore constitué. En effet, au début du document, trois lettres se détachent: «FBF», qui signifient Front des Bonnes Femmes. Cette appellation précède, de quelques mois, celle de Mouvement de Libération des Femmes. Cette source fait clairement référence aux tendances qui ont permis l'élaboration d'un mouvement néoféministe, à savoir les luttes des étudiants et les mouvements féministes des Etats-Unis, comme le démontre l'extrait suivant:

11 A Genève, la tendance des groupes d'extrême gauche est marxiste-anarchiste, ils sont dispersés en une multitude d'organisations et de groupes informels. La Ligue Marxiste Révolutionnaire (LMR) est l'un des groupes les plus influents.

12 A Lausanne, le MLF se scinde en deux mouvements, dès 1973.

13 Texte interne de discussion, «Un mouvement de femmes s'impose-t-il à Genève en 1971?», Mireille, (Jean), Madeleine, Suzanne, Henriette, 17 février 1971, Archives de l'EFI. Le prénom entre parenthèse est illisible sur la source. Cela peut être une abréviation de «Jeannette», un prénom anglais ou un homme. Cette dernière hypothèse paraît étonnante au vu de la non-mixité du mouvement.

«Les luttes étudiantes qu'ont connues les pays occidentaux ne sont certainement pas étrangères à la politisation croissante des femmes [...]. La sortie en masse des femmes du mouvement étudiant américain a formé le noyau radical du mouvement de libération des femmes aux Etats-Unis.»¹⁴

Les raisons qui poussent les femmes à se retrouver pour échanger des idées sur leur cause commune sont assez nettement explicitées dans la source suivante: «Mais le malaise produit par leur [les femmes] prise de conscience ne trouva presque jamais son expression au sein des groupuscules, qui liquidaient leurs problèmes en les différant avec un hypothétique ‘c'est pour après la révolution!»¹⁵ Cette prise de conscience dénote un malaise au sein des groupes de l'extrême gauche qui ne trouve pas la place pour être exprimé. Mais aussi, la certitude que la lutte des classes est une priorité pour les gauchistes et qu'elle est plus importante que la lutte des sexes. Les femmes ont donc l'impression que leurs intérêts demeurent au second plan. Un deuxième aspect apparaît; la prise de conscience d'appartenir à une catégorie: «Les femmes semblent particulièrement touchées par l'évolution d'une morale mystificatrice qui les coince dans des situations contradictoires et difficilement surmontables individuellement.»¹⁶

Si les femmes éprouvent la nécessité de se regrouper et de lutter ensemble contre ce qui les oppresse, l'extrait de texte suivant démontre que le mouvement nouveau-né de Genève semble être encore fragile: «La situation en Suisse en général et à Genève en particulier est des plus floues et par-là même difficile à objectiver. Néanmoins il semble que les besoins d'un mouvement autonome se fassent ressentir.»¹⁷ Et l'auteure du document affirme le stade transitoire de ce dernier:

«Il ne semble pas que la Suisse soit un lieu qui réunisse les conditions nécessaires au développement d'un mouvement de libération des femmes. C'est donc un stade transitoire. Nous envisageons que le type de préoccupation et d'interventions que nous avons puise être repris en charge par un ou des groupes ‘politique généraux’. Notre objectif n'est pas le développement d'un mouvement pour lui-même.»¹⁸

Ce texte montre à quel point les débuts d'un mouvement néoféministe à Genève sont marqués par des doutes quant à l'existence d'un groupe autonome. D'un côté, les militantes féministes dénoncent le manque d'intérêt de l'extrême gauche à l'égard de leur problématique et le fait

14 Idem.

15 Idem.

16 Idem.

17 Idem.

18 Idem.

qu'elles se retrouvent contraintes, d'une certaine façon, à se regrouper entre elles. D'un autre côté, ces dernières espèrent, malgré tout, que l'extrême gauche se préoccupera de leur objet de lutte. Cette source s'étend sur cinq pages et au vu des signatures en fin de texte, neuf militantes semblent être à l'origine du MLF, à Genève. Il s'agit d'un texte de réflexion interne au groupe. La majeure partie de celui-ci est consacrée à la justification de la formation d'un mouvement féministe à Genève. Les thèmes de lutte, n'y apparaissent pas encore. Ils font une entrée fracassante, un peu plus tard, dans un tract, signé cette fois «MLF» et distribué lors de festivités à Genève, en 1971 ou 1972. Ce sont l'avortement libre et gratuit, un accès à une contraception efficace et des conditions de travail égales à celles des hommes. Thèmes qui seront martelés par le MLF jusqu'à sa fin.

Le MLF s'organise progressivement ...

Si le MLF se revendique comme étant un mouvement sans organisation, par bien des égards toutefois, il n'échappe pas à une forme de coordination. Non seulement les militantes se retrouvent régulièrement, selon un jour fixé hebdomadairement, dans le même lieu, mais le mouvement se structure rapidement selon des thèmes de lutte précis. Dès 1972, il est composé de plusieurs groupes, aux analyses distinctes et aux pratiques diverses. Par exemple, les groupes dits de conscience (1971), de maternité (1972), d'avortement (1972), des lesbiennes (1972) et des mères (1973), pour ne citer qu'eux. D'autres cellules sont créées plus tardivement, c'est le cas du groupe salaire ménager (1974) et du Dispensaire des Femmes (1978), par exemple. Dans ce foisonnement de différents groupes, deux tendances se dessinent assez distinctement: une politique et une autre plus psychologique. Cette question est évoquée lors d'une réunion en octobre 1971:

«La tension entre 'politiques' et 'psychologiques' existe depuis le début du MLF. Elle s'exprime très clairement (...), ce qui a pour conséquence la création de deux réunions différentes (tout le monde y va quand même): 1) la sexualité, 2) assemblée générale plus 'politique', sans jamais arriver à intégrer les deux aspects simultanément.»¹⁹

Une autre question est très débattue au sein du mouvement: celle de la mixité. Faut-il intégrer ou non les hommes aux débats? De nombreux textes abordent ce sujet. Une source reflète particulièrement bien le fait

19 Texte interne «Historique MLF Genève», non signé, mai 1973, Archives de l'EFI.

que la non-mixité n'allait pas de soi. Les militantes trouvent cinq bonnes raisons de ne pas inclure les hommes à leur lutte:

1) La prise de parole. Les femmes, selon les militantes, s'expriment avec davantage d'aisance au dehors de la présence des hommes: «Les femmes connaissent de réelles difficultés d'expression. Il est donc nécessaire qu'elles en fassent l'apprentissage seules»²⁰, «Les hommes tendent à prendre la parole. Conséquence: les femmes se taisent ou se mettent à admirer les hommes.»²¹

2) Elles soupçonnent les hommes de vouloir conserver leur supériorité sociale: «Mais la société étant basée sur des valeurs mâles, nombreux sont ceux qui en profitent, encouragés qu'ils le sont par l'idéologie bourgeoise qui voit dans la domination de l'homme sur le foyer une soupape de sûreté à l'exploitation qu'il subit lui-même.»²²

3) Pour éviter les rapports de séduction: «Les femmes ne sont plus dans un rapport de concurrence et sont capables de s'organiser entre elles.»²³.

4) On perçoit également un refus de s'adapter à la vision du monde des hommes et à leur manière de fonctionner. Les militantes déplorent, notamment la difficulté de parvenir à une vie professionnelle épanouissante, sans devoir se calquer sur le comportement masculin: «Les femmes qui ont réussi dans leur vie professionnelle, sociale, etc... sont des exceptions, des sur-femmes. Elles se sont fait connaître à l'intérieur de sphères traditionnellement imparties aux hommes. Et par là-même elles se retrouvent virilisées.»²⁴

5) Enfin et surtout, se manifeste une volonté de dénier aux hommes le droit de parler au nom des femmes: «L'absence des hommes fait qu'ils n'auront jamais la paternité de ce que nous ferons au MLF. C'est nous qui faisons notre histoire. [...] La femme n'a pas encore d'histoire; elle doit s'en construire une elle-même.»²⁵

Le MLF, s'il a exclu les hommes de son terrain de lutte, n'en a pas pour autant évité les rapports de pouvoir. Les militantes l'ont expérimenté et en font état:

20 Texte interne de discussion «MLF un an après...», non signé, 20 janvier 1972, Archives de l'EFI.

21 Texte interne de discussion «Pourquoi pas d'hommes au MLF», non signé, 1972, Archives de l'EFI.

22 Texte interne de discussion «MLF un an après...», non signé, 20 janvier 1972, Archives de l'EFI.

23 Idem.

24 Idem.

25 Idem.

«Il nous semble qu'un point central qui ne jouait pas c'est qu'il existait des rapports de pouvoir [souligné par l'auteure] même au MLF. C'est-à-dire qu'il y a des filles qui – le voulant ou non – mènent la barque et sont écoutées, alors que d'autres n'arrivent pas à se faire entendre et par-là même se sentent inexistantes, même au MLF.»²⁶

Les lesbiennes, notamment, considèrent qu'elles ne sont pas suffisamment prises en considération. Dès 1972, celles qui font partie du MLF de Genève, passent à l'offensive par le biais d'un texte intitulé: «Hétéros, on est navrées [sic] de vous gêner!» A travers celui-ci, elles font part de leur ressenti:

«Oppression à l'intérieur du MLF [souligné par l'auteure].

Je n'ai parlé que dans le SILENCE. Mon premier cri fut avorté: 'On ne parle que de ça ici!'... Chaque fois que vous dites 'nos mecs', une lesbienne la boucle. [...]

Dialogue: 'Moi contre l'homosexualité? Mais pensez donc! Je n'ai rien contre, et même... je connais des lesbiennes qui sont sympas! on [sic] ne dirait même pas qu'elles le sont!'»²⁷

Dès 1973, les lesbiennes fondent le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) et, à partir de 1979 le groupe Vanille-Fraise.

Les formes de mobilisations et d'interventions du MLF de Genève dans l'espace public

Nous partirons de deux événements pour examiner la façon dont le MLF de Genève se mobilisait et intervenait dans l'espace public: l'anti-Congrès de 1975 et l'épisode de l'occupation illégale de locaux, en 1976.

Afin de mieux comprendre quels ont été les enjeux de l'anti-Congrès, un rapide survol de ce qu'a été le Congrès de 1975, est nécessaire. Cette année-là, l'ONU proclame 1975 «Année internationale de la femme». A cette occasion, les associations féminines de Suisse – quatre-vingts au total – décident d'organiser une rencontre au Kursaal de Berne, les 17, 18 et 19 janvier, sur le thème de «la collaboration dans l'égalité / Partnerschaft». Celle-ci comprend des expositions, des conférences, des débats et des spectacles. Or, plusieurs questions sont alors soigneusement écartées de l'ordre du jour, notamment l'homosexualité et l'avortement. D'autre part, un défilé de mode est prévu au chapitre des divertissements. Et comme dans tout Congrès traditionnel, les résol-

26 Courrier interne, «Salut tout le monde!», non signé, non daté, Archives de l'EFI.

27 Texte interne de discussion «Hétéros on est navrées [sic] de vous gêner!», *Sappho s'en fout!*, juin 1972, Archives de l'EFI.

lutions devant être adoptées ont d'ores et déjà été préparées. Ainsi, il ne reste guère de surprises quant à l'issue de l'événement. On imagine bien que ce type de fonctionnement institutionnel ne convient pas à la nouvelle vague féministe des années 1970. C'est donc presque à l'unanimité que les MLF de Suisse refusent de collaborer à l'organisation du Congrès et décident de préparer un anti-Congrès intitulé «Ensemble nous sommes fortes». Une source, datée du 24 novembre, démontre que les groupes de femmes de Suisse ont élaboré ensemble ce projet d'anti-Congrès, où chaque groupe propose des actions différentes. Par exemple, le FBB de Zurich tient absolument à intervenir dans le Congrès même, alors que le groupe de Berne souhaite créer un événement à part (l'anti-Congrès). A ce stade de la préparation, les MLF romands offrent une aide ponctuelle et de ralliement à l'événement, comme amener des tracts ou monter une exposition. Lors de l'anti-Congrès, chaque groupe peut s'exprimer et y agir tel qu'il le souhaite. Les sources ne permettent toutefois pas de savoir si les militantes romandes et alémaniques ont réellement collaboré aux actions des unes et des autres ou si chaque groupe a travaillé de son côté, selon ses propres projets. Par contre, il semblerait que toutes soient d'accord avec les raisons qui les ont poussées à refuser la collaboration avec les congressistes. Elles sont exposées dans un article de presse, publié le 24 janvier 1975:

«Pourquoi certains groupes féminins [...] ont-ils refusé de participer au Congrès officiel? D'abord parce que le Congrès aurait été patronné et financé par des représentants du gouvernement, du parlement, de la Banque nationale, des syndicats et de la grosse industrie, comme Ciba et Nestlé. Puis parce que 'c'est une manifestation de privilégiées pour des privilégiées' et 'que les grands discours sur la collaboration dans l'égalité, loin de poser les véritables problèmes des femmes, ne font que les masquer. Cela ne concerne guère que les femmes qui, par leur situation économique favorable ont la possibilité de se libérer individuellement'. Et enfin parce que le Congrès a refusé délibérément la question de l'avortement.»²⁸

Selon cet article, les néoféministes dénoncent conjointement une manifestation bourgeoise marquée par l'emprise du capitalisme (les sponsors), l'occultation des véritables problèmes rencontrés par les femmes et surtout la censure d'un sujet comme l'avortement. Les anti-congresistes ne sont pas non plus d'accord avec la décision de faire payer l'entrée au Congrès (dix francs par personne, par jour) ni avec celle de limiter le nombre de places. En conséquence, elles décident que l'anti-Congrès se tiendra dans la banlieue de Berne, à Gäbelbach, le vendredi

28 Lescaze, M.-C, «L'anti-congrès», in: *La vie protestante*, 24 janvier 1975, Archives de l'EFI.

18 et le samedi 19 janvier et qu'il sera ouvert à toutes et à tous gratuitement.

Le programme des congressistes et anti-congressistes

Les congressistes «officielles», proposent cinq résolutions: 1) une initiative visant à introduire, dans la Constitution, un article sur l'égalité de traitement, 2) adresser cette initiative au Conseil fédéral et à l'Assemblée fédérale, 3) proposer la création d'un organisme fédéral chargé des questions féminines, 4) préciser le cahier des charges de cet organisme et 5) la dernière résolution représente un engagement individuel à travers lequel chaque personne promet la réalisation d'une véritable collaboration égalitaire (que ce soit en famille, en société ou à l'Etat).

Les anti-congressistes, quant à elles, ont un autre programme. Rina Nissim, membre du MLF de Genève, interviewée par un journaliste de *La Tribune de Genève* s'exprime sur ce sujet:

«Ce rassemblement doit aider à atteindre le but visé par le MLF: l'indépendance totale de la femme. Les deux principaux sujets traités au cours de cette contre-manifestation seront l'avortement et la sexualité. [...] En plus des conférences et des débats, il y aura des projections de films et des expositions.»²⁹

Les néoféministes ne se contentent pas de tenir un anti-Congrès où l'on débat de tout ce qui serait occulté au Kursaal. Elles interviennent également lors du Congrès officiel en distribuant, à l'entrée, des tracts sur l'avortement. Le samedi, elles perturbent le défilé de mode prévu pour 13 heures en surgissant vêtues de costumes burlesques et en singeant les attitudes des mannequins³⁰. Le dimanche, elles font irruption en masse dans la salle, en criant des slogans, en brandissant des banderoles et en troubant les conférences. Les congressistes, qualifiées de «belles joueuses» par la presse, tendent le micro aux néoféministes afin qu'elles puissent s'exprimer. Ces dernières ne se font pas prier et reviennent sur la question de l'avortement, elles affirment: «Toute politique sur notre ventre ne se fera pas sur notre dos. Nous n'avons pas de réclamation à adresser au gouvernement, nous avons des exigences à imposer.»³¹

29 Sans nom, «Des centaines de femmes chercheront à 'collaborer dans l'égalité'», in: *La Tribune de Genève*, 16 janvier 1975, Archives de l'EFI.

30 Photos de presse: Lescaze, M.-C., «anti-défilé», in: *La Suisse*, 20 janvier 1975, Archives de l'EFI.

31 Texte interne de discussion, «Pourquoi un anti-Congrès?», un groupe de femmes du Mouvement de Libération des Femmes, 1975, Archives de l'EFI.

Le message est clair: le thème principal de l'anti-Congrès est l'avortement. La plupart des tracts distribués exigent qu'il soit libre et gratuit. Les banderoles et les slogans chantés ou criés varient ainsi entre les expressions: «Avortement libre et gratuit», «Des enfants ou pas c'est nous qui décidons» ou «Notre ventre nous appartient»³². Le samedi soir est consacré à la projection du film *Histoire d'A*, interdit en France dès sa sortie parce qu'il présente les activités du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC) et surtout, un avortement in vivo, selon la méthode d'aspiration dite de Karman.

En deuxième lieu, cette rencontre place l'accent sur l'homosexualité. Une pièce de théâtre, organisée par le MLF de Zurich, donnée le samedi, met en scène les difficultés auxquelles peuvent être confrontées les lesbiennes. Dans cette perspective, un «Labyrinthe», en tant que création collective, marque passablement la presse de l'époque qui produit de nombreux articles à ce sujet:

«Dans un coin séparé, un 'labyrinthe lesbien' débouche sur des photos, des textes et un groupe de discussion. Celui qui y pénètre se heurte à un miroir qui lui renvoie son image et sur lequel est écrit: 'Voilà à quoi ressemble une lesbienne', autrement dit à n'importe lequel d'entre nous.»³³

Outre ces deux thèmes, d'autres sujets sont abordés: le travail domestique féminin non rémunéré, le mariage perçu comme un «contrat de travail pour les femmes»³⁴, la situation de ces dernières face à la médecine, à l'éducation et au travail professionnel. Le groupe *self-help*, qui pratique des autos-examens gynécologiques collectifs, présente également son travail. Pour ce dernier, il s'agit d'avoir une meilleure connaissance de son corps:

«Une nouvelle conscience de nous-même. En connaissant mieux notre façon d'avoir du plaisir, le mythe de la passivité féminine s'écroule pour nous, nous nous découvrons autonome dans notre sexualité. Face aux médecins, [souligné par l'auteure] nous sommes davantage en mesure de contrôler ce qui se passe, d'exiger un examen complet par exemple et de recevoir des explications que nous pouvons comprendre. Nous nous réapproprions ainsi un pouvoir sur les événements de notre vie de femmes (règles, grossesses, accouchements) que la médecine en devenant science d'hommes nous a pris.»³⁵

32 E. Riat-Lavarino; I. Guisan, «La liberté d'expression pas un vain mot», in: *La Tribune de Genève*, 20 janvier 1975, Archives de l'EFI.

33 Idem., «A l'anti-congrès MLF, les hommes ont fait du baby-sitting», in: *La Tribune de Genève*, 20 janvier 1975, Archives de l'EFI.

34 Sans nom, «'Anti-congrès' parallèle du MLF: avortement et homosexualité», in: *Journal de Genève*, 20 janvier 1975, Archives de l'EFI.

35 Texte interne, «Le self-help pourquoi?», sans nom, sans date, Archives de l'EFI.

Les anti-congressistes abordent la plupart des thèmes sous forme de films, de pièces de théâtre, de discussions en groupe, d'expositions, de chants, de panneaux informatifs, de fêtes et de manifestations parfois non autorisées. L'ambiance générale est gaie, «une foire jeune, animée et bruyante [...]. Le Congrès avait rajeuni de vingt ans. C'était la fête [...]»³⁶, selon la description de Marie-Claire Lescaze, journaliste à *La vie protestante*. L'anti-Congrès rencontre un succès au-delà de toute espérance: trois cents à quatre cents personnes étaient attendues, mais ce sont sept mille à huit mille personnes, hommes et femmes, qui y participent.

Sur le plan des interventions publiques, cet événement montre que le MLF ne se soucie pas des conventions de manifestations. L'exemple est d'autant plus frappant, que la comparaison avec les congressistes, bien plus institutionnelles, est aisée à faire. Les premières hurlent dans les mégaphones pour se faire entendre en exigeant l'abolition du patriarcat alors que les deuxièmes viennent avec succès de se battre pour le droit de vote avec des moyens beaucoup plus conventionnels. Les congressistes usent des canaux prévus par le système politique pour demander l'égalité entre hommes et femmes. Elles organisent des conférences et récoltent des signatures. Les militantes du MLF se servent d'un arsenal d'actions provocatrices: elles perturbent les événements et se saisissent du micro pour affirmer leurs revendications. Nous retrouvons ce mode de fonctionnement à travers un autre événement; l'épisode d'occupation et d'expulsion du MLF de Genève de ses locaux une année plus tard, en 1976.

La recherche de locaux

Dès ses débuts, le MLF est confronté au problème incessant de location. Il déménage de nombreuses fois et peine à trouver des locaux suffisamment spacieux et confortables afin d'accueillir les militantes. L'apothéose est atteinte en 1976, lorsque fatiguées d'attendre sur les promesses de la Ville, elles occupent illégalement des locaux et s'en font expulser de force par la police. L'histoire de la recherche de locaux est non seulement significative du fonctionnement du MLF et de ses interventions publiques mais également des rapports entretenus avec les politiques publiques.

En 1971, le MLF commence par se réunir chez les militantes car elles sont alors peu nombreuses et l'existence du mouvement est encore incertaine. Une année plus tard, le mouvement installe ses quartiers à la

36 Lescaze, M.-C., «L'anti-congrès», in: *La vie protestante*, 24 janvier 1975, art. cit.

rue de la Pélisserie. La chronologie établie par Maryelle Budry et Edmée Ollagnier³⁷ indique, en février 1973, que le local est très mal chauffé et que le MLF est contraint de se rencontrer au Centre Universitaire Protestant (CUP), avenue du Mail. Cette solution intermédiaire ne convient pourtant pas au groupe qui décide de louer un appartement au 7, rue Sismondi, en septembre 1973. Une publicité importante est réalisée pour l'ouverture de ce qui sera désormais appelé le Centre femmes. Des affichettes sont collées un peu partout. Des tracts sont distribués tandis que la presse diffuse l'annonce de la réalisation du nouveau centre. Le graphisme représente une tête féminine emplie de nombreux slogans, tels que: «Je suis ménagère: je ne suis pas payée», «Je vais à l'école: j'apprends la soumission» ou encore «J'ai des enfants: je me sacrifie»³⁸. Le tract invite les femmes à se réunir, pour discuter de leurs problèmes et élaborer des solutions ensemble. Celui-ci servira de carte de visite au MLF de Genève pendant quelques années. Deux ans après, le 9 octobre 1975, le MLF de Genève demande à la Ville de nouveaux locaux, après qu'un incendie ait ravagé le Centre femmes de la rue Sismondi. Cependant, les autorités tardent à satisfaire cette demande pour de nombreuses raisons, et invoquent le manque de locaux disponibles. Au bout d'un mois, cette situation de précarité exaspère les militantes qui décident d'adopter des résolutions plus radicales. Le 5 novembre 1975, elles occupent le bureau de Pierre Raisin, conseiller administratif de la ville de Genève, afin de réclamer la mise à disposition d'un local spacieux qui permette au mouvement de se réunir et de répondre aux questions que se posent les femmes par rapport à l'avortement, la contraception ou leur statut. Cette intrusion est mal perçue par le conseiller administratif qui se voit contraint de traiter avec le MLF. La saga ne se termine pas là. Le 1^{er} mai 1976, lasses de ne pas disposer d'un endroit, les membres du MLF occupent illégalement un café désaffecté situé dans le quartier des Grottes, faisant la une des journaux régionaux. Elles y installent leur matériel et distribuent des tracts pour annoncer l'ouverture d'un nouveau Centre femmes. Les autorités ripostent en interdisant l'occupation des lieux et menacent d'inculper toute personne qui enfreindrait cette décision, de violation de domicile. Les échanges atteignent leur paroxysme le 10 août 1976, lorsque la Ville ordonne la démolition du Centre femmes. C'est la consternation, puis la colère chez les militantes. Ces dernières organisent une manifestation en guise de protestation où elles scandent des slogans tels que «les femmes construisent, la ville

37 Budry/Ollagnier, *Mais qu'est-ce qu'elles voulaient?*, op. cit., p. 192.

38 Tract, «Je suis une femme», le *Centre femmes*, 1973, Archives de l'EFI.

démolit...». Puis, elles murent l'entrée de l'Administration municipale de l'Hôtel de Ville. Cet événement fait le tour de la presse nationale, il est même rapporté par la *NZZ* et le *Corriere del Ticino*. Finalement, une solution est trouvée et c'est au Boulevard St-Georges que le MLF installe ses quartiers, en décembre 1976. Le nouveau Centre femmes est inauguré en février 1977.

A travers les exemples de l'anti-Congrès et celui de l'occupation du café des Grottes, nous avons observé que le MLF pouvait intervenir avec des actions directes. Celles-ci ne correspondent pas à des apparitions publiques conventionnelles. En effet, le système suisse prévoit déjà des instruments de revendication officiels: le référendum et les initiatives. Le MLF ne les utilise pas, car il se veut en rupture avec le système politique traditionnel. Il ne se contente pas de réformes, il exige la révolution. La sociologue Françoise Picq observe à propos du MLF français: «Les femmes qui se libèrent n'ont que faire du fonctionnement des groupes politiques, des règles classiques de la démocratie.»³⁹

De même à Genève, le MLF défie les pouvoirs publics établis, les règles et les valeurs dominantes afin que les individus modifient leur façon de penser et d'agir. Le but recherché est une interpellation directe des élites et de l'opinion publique: il s'agit d'influencer les décisions en court-circuitant les institutions représentatives pour les rendre attentives à certains dysfonctionnements de la société. Si le MLF a une façon non conventionnelle de se manifester en public, ses actions sont plutôt non violentes. José Barranco⁴⁰ s'est intéressé à la violence entourant les manifestations publiques en Suisse. Selon lui, la violence éclate lors d'affrontements entre individus provoquant des dégâts matériels importants. L'auteur différencie la violence matérielle, orientée vers les biens publics et privés, de la violence physique portée généralement à l'encontre des forces de l'ordre et, plus rarement, des manifestants ou des passants. Selon cette définition, la façon dont le MLF de Genève manifeste, n'est pas violente. S'il est vrai que, lors des manifestations non autorisées, les militantes hurlent des slogans, elles ne détruisent pas la propriété publique ou privée et ne recourent nullement à la violence physique.

39 Picq, *Libération des femmes. Les années mouvement*, op. cit.

40 J. Barranco, *Au-delà des slogans. La manifestation politique en Suisse de 1965 à 1994*, Genève, Etudes et recherches du département de sciences politique de l'Université de Genève, 36, 1997.

Des interventions non canoniques pour exiger le droit à l'avortement

Toutefois, il est vrai aussi que certaines interventions publiques du MLF de Genève ont failli verser dans la violence. Celles-ci concernent majoritairement la lutte pro-avortement menée par le MLF. En janvier 1975, suite à la promulgation de la loi Veil⁴¹ en France, des revendications féministes pointent le doigt sur l'écart entre la loi et la pratique suisse en matière d'avortement. Le gouvernement helvétique souhaite clarifier la situation. Dès 1975, les politiciens se réunissent régulièrement pour discuter de l'élaboration d'une nouvelle loi qui autoriserait l'avortement jusqu'à douze semaines. Le sujet ne préoccupe pas seulement les politiciens mais soulève également des éclans d'émotions parmi les féministes qui défendent farouchement le délai dépassant les douze semaines. Les médecins, quant à eux, ont des avis partagés; certains se rattachent à l'avis des féministes, d'autres ont la même opinion que les conservateurs. A partir de 1975, des conférences et des discussions s'enchaînent à un rythme soutenu pour informer l'opinion publique. Une association particulièrement virulente à l'égard de l'avortement s'illustre par ses propos, il s'agit de Oui à la vie. Ses partisans sont violemment opposés à l'avortement, qu'ils considèrent comme un crime. Le 26 septembre 1975, lors d'un congrès organisé par ces derniers, à l'Alpha Zentrum de Berne, des militantes du MLF font irruption et perturbent les discussions: «Elles ont éclaboussé affiches et panneaux avec du coulis de tomates et de la mayonnaise, elles ont sali, de même façon quelques-unes des personnes présentes et ont lâché quelques bombes puantes avant de disparaître.»⁴²

L'association Oui à la vie est, par définition, farouchement opposée à la dépénalisation de l'avortement. Elle considère l'embryon comme une entité à protéger juridiquement et l'avortement comme un meurtre. D'autre part, elle le juge dangereux pour la santé physique et psychique de la mère. Le 2 octobre 1975, quelques semaines après la perturbation du congrès organisé par Oui à la vie, le FBB de Zurich interrompt les débats menés par le Conseil national, au Palais fédéral de Berne, au sujet de l'avortement, en jetant des layettes souillées à la figure des députés. Le jour suivant, le 3 octobre 1975, le MLF de Genève occupe les locaux du PDC, qui est désigné comme l'«ennemi des femmes» – le parti s'est prononcé contre l'avortement lors des débats politiques tenus à Berne le jour précédent – et utilise le matériel du parti pour imprimer un tract

41 Le 29 novembre 1974, l'Assemblée nationale française adopte la loi Veil autorisant l'avortement. Celle-ci sera promulguée le 17 janvier 1975.

42 E. Bardet, «Congrès 'Oui à la vie' à Berne. Brève et nauséabonde incursion du MLF», in: *La Suisse*, 27 septembre 1975, Archives de l'EFI.

de six pages. Sur le papier comportant l'en-tête «PDC parti démocrate-chrétien» et la mention «imprimé sur les presses du PDC», le MLF titre en gras: «La lutte continue», en référence à la dépénalisation de l'avortement. Dans ce tract, les militantes reprochent au système de s'exprimer au nom des femmes sans leur donner la parole: «Ainsi ces deux dernières semaines l'association contre l'avortement 'Oui à la vie', puis les chambres fédérales se sont réunis [sic] pour parler de notre ventre en notre nom.»⁴³

L'ensemble du tract revendique le droit à l'avortement et refuse que quiconque ne discoure sur le sujet, hormis les femmes, principales intéressées par l'avortement. Le texte est truffé de slogans tels que: «La maternité, les gynécologues, les experts, la commission ou ceux qui font la médecine sur notre peau»; «Notre rage... leurs magouillages de PDC ou ceux qui font la politique sur notre dos»; «Des enfants ou non c'est nous qui décidons!»; «Avortement: la lutte continue!»⁴⁴

Le 25 septembre 1977, l'initiative pour l'avortement est refusée par le peuple suisse⁴⁵. Les militantes sont abattues. Mais nombre d'entre elles poursuivent la lutte jusqu'en 2002, trente ans plus tard, afin que l'avortement soit légalisé.

Le crépuscule du MLF

A la fin des années 1970, le désenchantement révolutionnaire laisse le MLF désemparé. La phraséologie marxiste est devenue obsolète et les idéaux ont changé. Le MLF, mouvement spontané dont la ressource principale est l'enthousiasme et la créativité, gère mal le reflux. Dès 1978, les actions se font bien plus rares, ce qui se ressent dans la presse, où les articles à son égard se font moins nombreux. Les revendications féministes se font désormais entendre sous des formes plus modérées, à travers des canaux plus institutionnels, tels que les Bureaux de l'Egalité ainsi que les commissions féminines des partis politiques et des syndicats. Par ailleurs, des facteurs internes précipitent le déclin du MLF. S'il possède une forte capacité de mobilisation lors d'événements, il peine à créer une cohérence en dehors de ces moments et surtout à recruter de nouvelles militantes. Le 1^{er} octobre 1979, *Tout Va Bien Hebdo*, consacre deux pages au MLF, intitulées «Féminisme: on change de vitesse»⁴⁶.

43 Tract «La lutte continue. Feuille de l'occupation», MLF, octobre 1975. Archives de l'EFI.

44 Idem.

45 L'initiative est refusée de justesse avec 51,7 % de «non».

46 M. Bonnard, M. Vallette, «Féminisme: on change de vitesse», in: *Tout Va Bien Hebdo*, 1^{er} octobre 1979, Archives de l'EFI.

L'article débute par: «S'il y a des doutes quant à la crise du féminisme, il n'y en a aucun sur la crise du MLF». Les journalistes énumèrent les difficultés rencontrées par le mouvement en cette fin de décennie. Elles commencent par évoquer le nombre de militantes qui diminue: «Question militance, le MLF faiblit dangereusement [...]. A Genève, nous sommes encore plus de 500 à exister en fiches, quelques dizaines seulement à faire acte de présence [...]. Deux groupes seulement y sont encore actifs.»⁴⁷

Ainsi, en 1979, la perte de capacité mobilisatrice ne peut plus être cachée: les militantes se font de plus en plus rares aux réunions et les groupes de travail se réduisent comme peau de chagrin. En outre, les quelques membres qui restent ont de la difficulté à trouver de nouveaux thèmes de revendication. Une membre du MLF témoigne: «Entendre parler d'avortement, maintenant, je n'en peux plus. Cela fait dix ans qu'on répète les mêmes choses. Comment veux-tu qu'on ne s'essouffle pas?»⁴⁸ A partir de 1978, le mouvement ne se manifeste guère plus dans l'espace public et par conséquent la presse ne s'y intéresse plus. Selon les journalistes, le MLF rencontre un problème intrinsèque à son fonctionnement: «Il faudrait peut-être changer de rythme, rétrograder. Mais la nature même du MLF l'interdit. Le refus d'organisation, la radicalité empêchent le passage à des moyens plus doux. Et ce ne serait plus le MLF.»⁴⁹

En effet, le MLF a toujours contemplé avec dédain l'activité sérieuse et responsable. Dès ses débuts, il a rejeté avec vigueur toute organisation, il a agi avec la spontanéité et il a compté sur l'enthousiasme. Ce type de fonctionnement ne peut pas durer et le MLF ne s'est pas préparé à réagir au changement. Sans mise en place de structures, il s'essouffle. Enfin, les journalistes mentionnent les problèmes d'argent: «Les femmes qui gèrent la caisse du mouvement craignent le grand vide.»⁵⁰ Effectivement, le MLF a toujours manqué d'argent mais il s'en est accommodé. Nous pouvons également émettre l'hypothèse que les militantes fournissaient, outre leur travail bénévole, une contribution pécuniaire personnelle. Mais comme les membres sont moins nombreuses, l'argent se ferait plus rare. Soulignons encore un aspect, que les journalistes n'abordent pas, il s'agit de l'éclatement du mouvement en une diversité de groupes avec des analyses et des centres d'intérêts distincts. En effet, peu à peu les militantes focalisent leur travail uniquement sur

47 Idem.

48 Idem.

49 Idem.

50 Idem.

leur groupe et délaissent les assemblées générales du MLF, ce qui a comme conséquence un affaiblissement du noyau central du mouvement.

A l'interne, des militantes font état de la crise traversée par le mouvement et des difficultés qu'il a à se restructurer. C'est un document non daté et signé «La Parano du jour». Il renvoie à une réunion tenue le 28 février 1980, sur la question du *Centre femmes*. Le titre «On ne sait pas où on va, mais on y va...»⁵¹ est révélateur de la situation: «Si on pouvait encore avoir des doutes sur la réalité de ce qu'il est convenu d'appeler 'la crise du mouvement', l'assemblée du 28. 2. 80 sur la question du Centre femmes ne laisse plus place à aucun doute. Pour moi, la crise du mouvement, c'est ce que j'ai vu à cette assemblée.»⁵² Elle dénonce l'aspect sectaire du mouvement; les militantes refuseraient de parler de politique et elles imposeraient de partir uniquement du vécu individuel de chacune:

«Un refus général de tout débat politique: il est de bon ton de frémir et de pousser des hauts cris dès qu'on tente de faire une analyse objective de la situation pour y comprendre quelque chose. Les termes 'analyse objective' font sur certaines l'effet d'une obscénité. L'idée féministe subversive de 'partir de soi' est devenue un dogme individualiste et réactionnaire: on ne peut plus parler qu'en son seul nom et uniquement en ses propres impressions subjectives. Quand on parle du 'mouvement', on s'entend répliquer: 'parle de toi'...»⁵³

Il est probable que l'auteure de ces propos soit une militante de la Ligue Marxiste Révolutionnaire. En effet, à la fin des années 1970, les femmes du MLF et celles de la Ligue se rencontrent. Elles ont des conceptions différentes de la lutte féministe et ne parviennent pas toujours à les concilier.

Une année plus tard, le 13 mai 1981, le journal *Construire* fait le bilan, au passé, du MLF. Les journalistes Anne Zirilli et Lise Rossier font un historique du mouvement et en retracent les grands moments; les événements marquants, leurs revendications, le fonctionnement non mixte et l'énumération de quelques groupes de travail. Elles concluent sur ce qui reste du MLF dans les années quatre-vingt; des librairies féministes et le Dispensaire des femmes à Genève. Selon elles, ce dernier adopte le mode de fonctionnement prôné par le MLF: «Toute l'idéologie du MLF est là, en condensé. Travail à mi-temps, salaires identiques (1200 francs

51 Texte interne de discussion, «On ne sait pas où on va, mais on y va...», «La Parano du jour», mars 1980, Archives de l'EFI.

52 Idem.

53 Idem.

par mois pour les médecins comme pour les autres), absence de hiérarchie, autogestion, participation des ‘usagères’ qui expriment leur volonté dans les assemblées...»⁵⁴

Le MLF, dix ans après...

A la fin des années 1970, le Conseil fédéral s’ouvre aux propositions féministes et il accueille favorablement l’initiative sur l’égalité des sexes. Il demande, également, un rapport répertoriant les discriminations et les inégalités entre les hommes et les femmes. Les résultats de ce dernier révèlent de flagrantes inégalités de genre. Suite à cela, au début des années 1980, les Bureaux de l’égalité, financés par les autorités cantonales, voient le jour⁵⁵, avec, à leur tête des activistes féministes. Ils sont chargés de veiller à l’élimination des discriminations, d’enquêter sur les disparités entre les hommes et les femmes et de promouvoir l’égalité là où elle n’existe pas. Ce nouveau canal, plus proche du pouvoir, se révèle être un relais efficace pour faire entendre les revendications féministes. En outre, quelques féministes s’intègrent dans les arènes parlementaires politiques en tant que députées. Dès lors, elles peuvent exercer leur influence à l’intérieur du système.

L’autre chemin pris par la contestation féministe est celui d’un réseau de services et d’organisations s’adressant essentiellement aux femmes. Ceux-ci sont le résultat du travail des différentes cellules qui constituaient le MLF. Nous pouvons émettre l’hypothèse que le groupe juridique devient le service juridique qui aide les femmes dans leurs démarches, que le groupe self-help se transforme en Dispensaire des femmes et que le groupe documentation évolue sous la forme nouvelle de librairies féministes telles que L’Inédite, à Genève, par exemple. Puis, par la suite, d’autres organismes voient le jour tels que le planning familial et les permanences pour femmes battues. Ces différents services fleurissent un peu partout, principalement dans les villes.

Ainsi, le MLF a vécu dix ans intensément. Son mode de fonctionnement ne résiste toutefois pas à la crise économique et aux changements de mentalités. La presse remplace l’image de la femme qui milite le poing levé et revendique à pleine voix, par celle de la «super woman»: la femme

54 A. Zirilli, L. Rossier, «Aujourd’hui le MLF», in *Construire*, 13 mai 1981, Archives de l’EFI.

55 Le premier Bureau de l’égalité voit le jour dans le canton du Jura, en 1979. Il faut attendre le milieu des années quatre-vingt pour les voir apparaître dans les autres cantons, et à la fin quatre-vingt, un Bureau de l’égalité est créé au niveau fédéral.

gagnante, efficace, jeune, intelligente et, pourquoi pas, séduisante. La femme «nouvelle» serait en mesure de faire des choix vis-à-vis de sa profession, du mariage, de la maternité et de la sexualité. Le féminisme révolutionnaire semble être superflu dans le nouvel Occident du libéralisme. Dès lors, la révolution fait place à la réforme. Ce réformisme, tant décrié par les militantes du MLF – «nous ne voulons pas une réforme mais la révolution» – se présente comme une issue inévitable.